



CSA ministériel du 28 mars 2024 : Déclaration CFDT

Mesdames, messieurs, monsieur le président,

Le quotidien de nos collègues est marqué, mais pas seulement, par la question du pouvoir d'achat. Nos organisations tiennent à réaffirmer que les mesurées salariales mises en œuvre par le ministre de la Fonction Publique en 2023 ont été bien loin de traiter l'urgence de la situation induite par l'inflation actuelle. Dans le contexte, les annonces 2024 sont inentendables. La dégradation continue de la rémunération « à euro constant » des fonctionnaires et agents publics durant ces 20 dernières années n'est plus tenable. La paupérisation de la Fonction Publique est en marche.

En dépit de l'absence totale de prise en compte des mobilisations, comme on l'a vu à l'occasion de la loi sur les retraites, des agents publics continuent de se mobiliser, malgré les difficultés financières et le mal-être de ces agents, comme ce 19 mars dernier, pour des revalorisations salariales. Le Gouvernement continue de faire la sourde oreille mais la colère gronde et les conséquences politiques sont prévisibles. Il est plus que jamais temps que le dialogue avec les corps intermédiaires soit renoué, que cesse l'instrumentalisation des outils budgétaires prévus dans la LOLF aux fins de détournement du débat démocratique, notamment sur les sujets de transition écologique qui ne devraient en aucun cas être des sujets de politicaille dérisoire ou d'annonces sans suites.

Nous demandons solennellement à monsieur le ministre de se faire l'écho auprès du Gouvernement, des inquiétudes profondes et des revendications des personnels de ce pôle ministériel.

Je vous remercie.